

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - VNF

Installation de stockage de déchets de sédiments n°5 à Fresnes-sur-Escaut

Références : V23.2023.132

Code AIOT : 0007005404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement VOIES NAVIGABLES DE FRANCE VNF implanté Terrain de dépôt n°5 59970 Fresnes-sur-Escaut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VOIES NAVIGABLES DE FRANCE VNF
- Terrain de dépôt n°5 59970 Fresnes-sur-Escaut
- Code AIOT : 0007005404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le terrain de dépôt de déchets de sédiments n°5 est exploité par Voies Navigables de France pour accueillir les sédiments issus des opérations de dragage nécessaires à la remise en navigation du canal de Condé-Pommeroeul.

Cette exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 11 janvier 2013 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 23 octobre 2018 et 1er juillet 2020. Elle est classée sous les rubriques 2760-2-b "installation de stockage de déchets non dangereux" et 3540 "Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **Registre d'admission des déchets de sédiments : respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;**
- **Surveillance des rejets aqueux.**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Dispositions relatives aux eaux de nappe et aux eaux de ruissellement extérieures	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Dispositions relatives aux eaux de nappe et aux eaux de ruissellement intérieures	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.12.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets d'eaux du site	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.6.3.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le registre d'admission des déchets de sédiments transmis par l'exploitant est incomplet.

La durée de l'autorisation d'exploiter le terrain de dépôts de déchets de sédiments est dépassée sans que l'exploitant n'ait effectué de nouvelle demande d'autorisation.

Des dépassements des valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux ont été constatées sans que l'exploitant n'informe l'inspection de ces dépassements, ni ne mette en place d'action corrective pour limiter ces dépassements.

Ces constats constituent des non-conformités et font l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
 - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
 - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- d) Concernant l'opération de traitement :
 - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a projeté sur écran les registres d'admission en indiquant que certains éléments manquants étaient présents dans d'autres tableurs.

L'inspection a demandé à pouvoir consulter ces registres que ce soit par envoi courriel ou depuis le serveur de données comme proposé par l'exploitant le 8 février 2023.

Pour faire suite aux courriels de demande de transmission des registres d'admission des sédiments des 6 mars et 20 mars 2023, l'exploitant a transmis les premiers éléments demandés concernant son registre par courriel du 29 mars 2023.

Le registre de suivi des déchets de sédiments transmis comprend les informations suivantes :

- la date de réception des déchets dans le terrain de dépôts,
- le nom de l'atelier de dragage,
- le bateau ou la barge effectuant le transport des déchets de sédiments,
- la section du canal faisant l'objet du dragage,
- le type de déchet,
- le numéro du bon de transport,
- la densité des déchets de sédiments par dépôt,

<ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets de sédiments produits et transportés vers le terrain de dépôt en tonnes et en m³, - le résultat du contrôle de radioactivité, - le résultat du contrôle visuel. - la référence à des rapports d'analyse chimique des sédiments.
<p>Observations : Le registre transmis par courriel du 29 mars 2023 est incomplet sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro de SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet de sédiments (atelier de dragage), - la raison sociale, le numéro de SIRET et l'adresse des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné - le code déchet au regard de l'article R.541-7 du code de l'environnement n'est pas indiqué dans le registre, - les codes des opérations de traitement prévues ne sont pas indiquées dans le registre, - la précision de la section de canal du registre est insuffisante pour connaître exactement l'origine des déchets de sédiments extraits du canal, - les rapports des analyses chimiques des sédiments en référence dans le registre ne correspondent pas tous aux prélèvements des-dits rapports. <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité son registre d'admission des déchets de sédiments, d'en améliorer la lisibilité et d'en corriger le contenu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure. L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 6 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile. Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-4900 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.
Constats : La durée de validité de l'autorisation d'exploiter est échue depuis le 11/01/2019. L'exploitant n'a pas déposé de nouvelle demande d'autorisation pour la poursuite de l'exploitation du terrain de dépôt de déchets de sédiments. L'exploitant a indiqué son intention de déposer un dossier de porter-à-connaissance demandant la prolongation de l'autorisation d'exploiter le terrain de dépôts de déchets de sédiments pour finaliser son exploitation.
Observations : Compte-tenu de l'allongement important des délais pour finaliser l'exploitation du terrain de dépôts de déchets de sédiments, l'inspection demande à l'exploitant de déposer un dossier de demande d'autorisation pour poursuivre l'exploitation de ses installations dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dispositions relatives aux eaux de nappe et aux eaux de ruissellement extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers par une nappe ou des écoulements de sub-surface. Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur l'île site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, est mis en place, si nécessaire. Si la superficie de l'installation de stockage dépasse nettement celle de la zone à exploiter, un second fossé peut ceinturer cette dernière.
Constats : Lors de la visite, les opérations de déchargement des barges et de dépotage sont effectuées par pelle et dumper en raison de la période de gel qui ne permet pas d'utiliser le système de pompage des sédiments. Des rampes de terres aménagées permettent au dumper de monter pour déverser les déchets de sédiments dans le terrain de dépôts. Les rampes constituées recouvrent le fossé ceinturant le terrain de dépôt empêchant les eaux pluviales de s'écouler. Ces eaux peuvent constituer une alimentation latérale du casier. L'exploitant a indiqué qu'il disposait de drains prévus pour assurer la continuité des fossés et qu'il allait les mettre en place rapidement.
Observations : Les conditions d'exploitation entraînant l'obturation du fossé ceinturant le terrain de dépôt ne permettent pas aux eaux pluviales de s'écouler et peuvent constituer une alimentation latérale en eau du casier. Cette situation n'est pas conforme aux dispositions de l'article 1.3.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions relatives aux eaux de nappe et aux eaux de ruissellement intérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 1.3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des fossés, puis des bassins étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence vicennale permettant une décantation et un contrôle de leur qualité.
Constats : Lors de la visite, les opérations de déchargement des barges est effectuée par pelle et dumper en raison de la période de gel qui ne permet pas d'utiliser le système de pompage des sédiments. Des rampes de terres aménagées permettent au dumper de monter pour déverser les déchets de sédiments dans le terrain de dépôts. Les rampes constituées recouvrent le fossé ceinturant le terrain de dépôt empêchant les eaux pluviales de rejoindre le bassin de traitement avant rejet au milieu naturel. L'exploitant a indiqué qu'il disposait de drains prévus pour assurer la continuité des fossés et qu'il allait les mettre en place rapidement.
Observations : Les conditions d'exploitation entraînant l'obturation du fossé ceinturant le terrain de dépôt ne permettent pas de traiter les eaux pluviales avant leur rejet au milieu naturel. Cette situation n'est pas conforme aux dispositions de l'article 1.3.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets d'eaux du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.6.3.1.

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les fréquences d’analyses du rejet des eaux du site au milieu naturel au point de rejet R1 sont définies ci-dessous :

Paramètre	Fréquence	
	Phase d'exploitation	Période de suivi
Débit	Continu	Semestrielle
pH		
Température		
Résistivité		
Matières en suspension (MeS)	Trimestrielle	
Conductivité		
Carbone organique total (COT)		
Demande chimique en oxygène (DCO)		
Demande biochimique en oxygène (DBO5)		
Azote global		
Phosphore Total		
Phénols		
Chlorures		
Sulfates		
Métaux totaux (1), dont :		
Cr (dont Cr6+)		
Cd		
Pb		
Hg		
As		
Ni		
CN libres		
Fluor et composés (en F)		
Hydrocarbures totaux		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).		

Constats : L’exploitant a fourni les derniers rapports d’analyse des effluents par courriel du 07 avril 2023.

Les rapports d’analyse des rejets aqueux vers le milieu naturel sont effectués à échéance régulière dans le respect des fréquences demandées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.12.1.				
Thème(s) : Risques chroniques, eau				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter au point R1 défini à l'article 4.3.8.1., avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur:				
Débit de référence	Maximal : 1175 m³/j	Moyen journalier : 700 m³/j		Moyen mensuel : 15321 m³/mois
Paramètres	Concentration maximale	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique	Flux moyen mensuel (kg/j) ou flux spécifique moyen mensuel
Matières en suspension (MeS)	35	35	24,5	17,87
pH	Entre 6,5 et 8,5	Entre 6,5 et 8,5		
Température	< 30 °C	< 30 °C		
Conductivité	2000 µS	2000 µS		
Carbone organique total (COT)	70	70	49	35,75
Demande chimique en oxygène (DCO)	40	40	28	20,43
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	10	10	7	5,11
Azote global	15	15	10,5	7,66
Phosphore Total	10	10	7	5,11
Phénols	0,1	0,1	0,07	0,05
Chlorures	200	200	140	102,14
Sulfates	250	250	175	127,68
Métaux totaux (1), dont :	15	15	10,5	7,66
Cr (dont Cr6+)	0,1	0,1	0,07	0,05
Cd	0,2	0,2	0,14	0,1
Pb	0,5	0,5	0,35	0,26
Hg	0,05	0,05	0,04	0,03
As	0,1	0,1	0,07	0,05
Ni	0,05	0,05	0,04	0,03
Fluor et composés (en F)	15	15	10,5	7,66
CN libres	0,1	0,1	0,07	0,05
Hydrocarbures totaux	5	5	3,5	2,55
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).	1	1	0,7	0,51
[...]				
Constats : L'exploitant a fourni les rapports d'analyse des effluents par courriel du 07 avril 2023. Les rapports fournis concernent les terrains de dépôts n°5, 13, 101. Ils sont confus et ne permettent pas une lisibilité satisfaisante des suivis réalisés. Des rapports d'analyse dans les eaux de surface sont joints en annexe dont le lien avec les				

commentaires du rapport ne peuvent être établis malgré une lecture attentive des documents.

La consultation du dernier rapport concernant les prélèvements du 14/12/2022 pour les rejets du terrain de dépôts n°5 permet de constater en page 665 que les valeurs limites d'émission (VLE) des rejets ne sont pas respectées.

Les dépassements concernent les mesures réalisées pour les paramètres suivants :

- la conductivité avec 2300 $\mu\text{S}/\text{cm}$ pour une VLE à 2000 $\mu\text{S}/\text{cm}$,
- les matières en suspension avec 52 mg/l pour une VLE à 35 mg/l,
- les sulfates avec 655 mg/l pour une VLE à 250 mg/l,
- la DCO avec 105 mg O₂/l pour une VLE à 40 mg O₂/l,
- l'azote global avec 61,6 mg/l pour une VLE à 15 mg/l,
- la somme des métaux avec 15,7 mg/l pour une VLE à 15 mg/l.

De plus, l'exploitant indique dans son rapport que ces dépassements en concentration sont récurrents mais négligeables car ils respectent les flux maximums autorisés.

L'inspection considère que le traitement des rejets aqueux est insuffisant et que les dépassements récurrents des valeurs limites d'émission de ces rejets nécessitent la mise en place d'actions correctives.

L'exploitant n'envisage pas dans son rapport de mettre en œuvre d'action corrective visant à diminuer les concentrations de ses effluents pour respecter les valeurs limites d'émission de son arrêté préfectoral.

A noter par ailleurs, que le tableau indique en référence un flux maximal autorisé supérieur aux valeurs réglementaires de l'article 4.3.12.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 janvier 2013.

Observations :

N°1 : Les dépassements réguliers en concentration des valeurs limites d'émission dans le milieu naturel d'effluents, jusqu'à 4 fois la valeur prescrite, constituent des non-conformités pour lesquelles des actions correctives sont à apporter aux installations de traitement.

N°2 : Pour rappel, conformément à l'article 2.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2013, « l'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées. »

Aussi, l'inspection demande à l'exploitant d'établir un rapport d'incident pour les dépassements des VLE des rejets aqueux constatés et de prévoir les actions correctives nécessaires pour éviter tout nouvel incident.

N°3 : L'inspection demande à être destinataire de l'intégralité des rapports interprétés par rapport aux VLE de contrôle des rejets aqueux de l'installation concernant le terrain de dépôt n°5 dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois